

RÈGLEMENT N^o : 04-2016

**CONCERNANT LES ANIMAUX
DANS LES LIMITES DE LA MUNICIPALITÉ DE THURSO**

ATTENDU QUE ce conseil juge nécessaire et d'intérêt public de réglementer la présence des animaux sur son territoire;

ATTENDU QU' un avis de motion a été donné à une session régulière de ce conseil municipal, soit le 8 février 2016, à l'effet que le présent règlement serait soumis pour approbation;

À CES CAUSES il est ordonné et statué par le conseil municipal de la Municipalité de Thurso, et ledit conseil ordonne et statue par le règlement ainsi qu'il suit, à savoir;

SECTION 1 - DÉFINITIONS

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement le sens et l'application que leur attribue le présent article.

- 1.1 **Agriculteur :**
Désigne toute personne faisant des activités agricoles et reconnue comme tel.
- 1.2 **Animal :**
Signifie animal de toute espèce et de toute provenance.
- 1.3 **Animal agricole :**
Désigne tout animal réservé à l'élevage sur une exploitation agricole tels les ovins, bovins, porcins, etc., sauf les chiens.
- 1.4 **Animal en liberté :**
Désigne tout animal se trouvant en dehors du bâtiment ou de la propriété de son gardien et qui n'est pas sous son contrôle ou qui n'est pas tenu en laisse.
- 1.5 **Animal errant :**
Désigne tout animal perdu ou égaré et sans propriétaire ou gardien connu.
- 1.6 **Animal exotique :**
Désigne tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce ne se retrouve pas à l'état naturel au Québec, à l'exception des oiseaux, des poissons et des tortues miniatures.
- 1.7 **Animal sauvage :**
Désigne tout animal qui, habituellement, vit dans l'eau, les bois, les déserts ou les forêts, n'étant pas de façon générale, domestiqué par l'homme.
- 1.8 **Autorité compétente :**
Désigne le personnel du « Service de protection des animaux » et tout membre du service de la Sûreté du Québec.
- 1.9 **Chenil :**
Désigne tout endroit aménagé de façon à servir à la garde, au logement ou à l'élevage de plus de 3 chiens.
- 1.10 **Chien :**
Comprend tout chien, chienne ou chiot.

1.10.1 Chien dangereux :

Est considéré un chien dangereux, le chien qui mord ou attaque une personne ou un autre animal qui se comporte pacifiquement et selon la loi lui causant une blessure, une lésion ou autre qui nécessite une intervention médicale.

1.10.2 Chien potentiellement dangereux :

Est considéré un chien potentiellement dangereux, le chien qui :

- 1) mord, tente de mordre ou attaque une personne ou un autre animal qui se comporte pacifiquement et selon la loi;
- 2) n'obtempère pas aux ordres répétés de son gardien et a un comportement d'agressivité ou est en mode offensif ou défensif de telle sorte qu'il est prêt à attaquer toute personne ou tout animal;
- 3) sans malice et sans provocation, se trouvant à l'extérieur du terrain où est situé le bâtiment occupé par son gardien ou à l'extérieur du véhicule de son gardien, mord ou attaque une personne ou un autre animal ou, manifeste autrement de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi.

1.11 Chien guide :

Désigne un chien dressé pour pallier à un handicap visuel ou à tout autre handicap physique d'une personne.

1.12 Chien de garde :

Désigne un chien dressé ou utilisé pour le gardiennage et qui attaque à vue ou sur ordre, un intrus.

1.13 Dépendance :

Désigne tout bâtiment accessoire à une unité d'occupation ou un terrain sur lequel est située l'unité d'occupation ou qui y est contigu, incluant les garages attenants à ladite unité d'occupation.

1.14 Édifice public :

Désigne tout édifice à caractère public ou édifice privé où les gens ont accès.

1.15 Éleveur :

Désigne toute personne exerçant à temps plein ou partiel, avec ou sans rémunération, l'élevage des chats ou chiens et ayant plus de 3 chiens ou chats et qui détient un permis d'exercice à cette fin émis par la Municipalité.

1.16 Endroit public :

Désigne toute propriété publique, voie de circulation, terrain public et parc de la Municipalité.

1.17 Gardien :

Désigne une personne qui est le propriétaire, qui a la garde d'un animal domestique ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique.

Est aussi réputé gardien, le propriétaire, l'occupant ou le locataire de l'unité d'occupation où vit cet animal.

1.18 Fourrière :

Désigne le refuge du « Service de protection des animaux ».

- 1.19 Municipalité :
Désigne la Municipalité de Thurso.
- 1.20 Parc :
Signifie les parcs situés sur le territoire de la Municipalité et comprend en outre, les aires de repos, les promenades, les sentiers récréatifs ou touristiques ainsi que généralement tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire, mais ne comprend pas les rues, les chemins, les ruelles et les trottoirs adjacents aux rues ainsi que les autres endroits dédiés à la circulation des véhicules.
- 1.21 Pension d'animaux :
Désigne tout endroit qui sert de pension pour animaux, avec ou sans rémunération, pour un temps donné. Le mot propriétaire précédant ce terme signifie toute personne exerçant cette activité.
- 1.22 Personne :
Désigne autant les personnes physiques que les personnes morales.
- 1.23 Personne handicapée :
Désigne toute personne reconnue comme telle par l'Office des personnes handicapées du Québec ou toute autre instance gouvernementale équivalente.
- 1.24 Propriétaire de chenil :
Désigne toute personne qui s'adonne pour ou sans rémunération à temps complet ou partiel, soit à la garde, soit au logement, soit à l'élevage de plus de 3 chiens.
- 1.25 Propriété :
Comprend tout terrain ou bâtiment du domaine privé où le public n'a pas accès.
- 1.26 Règlement sur les animaux en captivité :
Réfère au règlement adopté en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1).
- 1.27 Secteur agricole :
Désigne un secteur défini comme ayant des activités agricoles permises par la municipalité.
- 1.28 Service de protection des animaux :
Désigne l'organisme ayant conclu une entente avec la Municipalité pour percevoir le coût des licences et appliquer le présent règlement.
- 1.29 Terrain de jeu :
Désigne un espace public de terrain principalement aménagé pour la pratique de sports ou pour le loisir.
- 1.30 Terrain privé :
Désigne toute parcelle de terrain qui est du domaine privé et auquel le public n'a pas accès à l'exclusion des bâtiments se trouvant sur ledit terrain.
- 1.31 Unité d'occupation :
Désigne une ou plusieurs pièces situées dans un immeuble et utilisées principalement à des fins résidentielles, institutionnelles, commerciales ou industrielles.
- 1.32 Voie de circulation :
Désigne toute rue, ruelle, chemin privé à accès public, espace ou terrain de stationnement, trottoirs ou autres.

SECTION 2 – APPLICATION DU RÈGLEMENT

- 2.1 La municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme autorisant telle personne ou tel organisme à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer en tout ou en partie le présent règlement.
- 2.2 Toute personne ou organisme qui se voit confier l'autorisation de percevoir le coût des licences et d'appliquer en tout ou en partie le présent règlement est appelé aux fins des présentes, le service protection des animaux.
- 2.3 Nonobstant les dispositions des articles 2.1 et 2.2 du présent règlement, les agents de la paix de la municipalité de Thurso sont autorisés à appliquer le présent règlement.

SECTION 3 – RÈGLES D'INTERPRÉTATION

- 3.1 Tout article du règlement comprenant l'expression : « ne s'applique pas aux vétérinaires » signifie que l'article de ce règlement ne s'applique pas aux vétérinaires détenant un permis d'exercice à l'intérieur des limites de la Municipalité.
- 3.2 Tout article du règlement comprenant l'expression : « ne s'applique pas aux animaleries » signifie que l'article de ce règlement ne s'applique pas aux animaleries détenant un permis d'affaires à l'intérieur des limites de la Municipalité.

SECTION 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA GARDE DES ANIMAUX

- 4.1 Il est défendu à toute personne de garder dans les limites de la Municipalité un animal autre que, sauf dans le cadre d'une exposition et sur permission du Conseil :
 - a) Les chiens, chats, poissons, petits rongeurs de compagnie (souris et rats sélectionnés par l'homme), lapins miniatures ainsi que le furet (*mustela putorius furo*).
 - b) Les espèces et le nombre d'amphibiens et de reptiles indigènes admis à la garde par le *Règlement sur les animaux en captivité* (RLRQ, c. C-61.1, r. 5).
 - c) Les animaux exotiques suivants :
 - i) Tous les reptiles sauf les crocodiliens, les lézards venimeux, les serpents venimeux, les boas, les pythons, les anacondas ainsi que les serpents pouvant atteindre 3 mètres de longueur à l'âge adulte, les tortues marines ainsi que la tortue verte à oreilles rouges;
 - ii) Tous les amphibiens;
 - iii) Tous les oiseaux suivants : les columbidés, les embéridés, les estrildidés, le mainate religieux, les musophagidés, les plocidés, les psittacidés, les ramphastidés, les timalidés, les turdidés, les zosteropidés;
 - iv) Tous les mammifères suivants : les chinchillas, les cochons d'Inde, les gerbilles, les gerboises, les hamsters.

Normes et conditions minimales de garde des animaux

- 4.2 Nul ne peut garder dans un logement, sur terrain où est situé ce logement ou dans les dépendances de ce logement un nombre total supérieur à 3 chiens.
- 4.3 Le gardien d'une chienne qui met bas doit dans les 3 mois à compter de la naissance en disposer pour se conformer au présent règlement. L'article 4.2 ne s'applique pas avant ce délai.
- 4.4 Le gardien doit fournir à l'animal sous sa garde la nourriture, l'eau, l'abri et les soins nécessaires et appropriés à son espèce et à son âge.
- 4.5 Le gardien doit tenir en bon état sanitaire l'endroit où est gardé un animal.
- 4.6 Le gardien d'un animal gardé à l'extérieur doit lui fournir un abri approprié à son espèce et à la température. L'abri doit rencontrer les normes minimales suivantes :
- 1) Il ne doit pas être situé dans un endroit trop ensoleillé ni être trop exposé au vent, à la neige ou à la pluie.
 - 2) Il doit être étanche et être isolé du sol, et être construit d'un matériel isolant.
- 4.7 La longe (laisse) d'un animal attaché à l'extérieur doit avoir une longueur minimale de trois (3) mètres.
- 4.8 Il est défendu à toute personne de transporter un animal dans le coffre arrière d'un véhicule ou dans un véhicule ouvert.
- Durant le transport ou lors de l'arrêt d'un véhicule, le gardien du véhicule doit placer l'animal à l'abri des intempéries, du soleil ou de la chaleur et s'assurer qu'il n'y a pas de danger de chute de l'animal hors du véhicule.
- 4.9 Un gardien sachant que son animal est blessé ou atteint d'une maladie commet une infraction à la présente section s'il ne prend pas les moyens pour faire soigner son animal ou pour le soumettre à l'euthanasie.
- 4.10 Un gardien ne peut abandonner un ou des animaux dans le but de s'en défaire. Il doit remettre le ou les animaux à une autorité compétente qui en dispose par adoption ou euthanasie. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge du gardien.
- 4.11 Suite à une plainte à l'effet qu'un ou plusieurs animaux sont abandonnés par leur gardien, l'autorité compétente procède à une enquête et, s'il y a lieu, dispose des animaux, par adoption ou en les soumettant à l'euthanasie.
- Si le gardien est retracé, il est responsable des frais encourus et est sujet à des poursuites selon la présente section.
- 4.12 Le gardien d'un animal mort doit, dans les 24 heures de son décès, le remettre au Service de protection des animaux ou en disposer selon les normes du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec.

Nuisances

- 4.13 Il est défendu à toute personne d'organiser, de participer, d'encourager ou d'assister au déroulement d'un combat d'animaux.
- 4.14 Il est défendu pour quiconque de faire des cruautés à un animal, de le maltraiter, le molester le harceler ou le provoquer.
- 4.15 Le gardien d'un animal doit immédiatement nettoyer, par tous les moyens appropriés, toute place publique ou toute propriété privée salies par les dépôts de matière fécale laissés par l'animal dont il est le gardien et doit

en dispenser d'une manière hygiénique. À cette fin le gardien doit avoir en sa possession le matériel nécessaire. Cette disposition ne s'applique pas au chien guide.

- 4.16 Toute personne qui trouve un animal errant doit le signaler immédiatement ou le remettre sans délai au Service de protection des animaux.
- 4.17 Il est défendu d'utiliser ou de permettre que soit utilisé du poison ou un piège pour la capture d'animaux à l'exception de la cage-trappe.
- 4.18 Constitue une nuisance le fait de nourrir, de garder, ou autrement attirer des pigeons, des écureuils ou tout autre animal vivant en liberté dans les limites de la Municipalité de façon à nuire à la santé, à la sécurité ou au confort d'une ou plusieurs personnes du voisinage.
- 4.19 Personne ne doit prendre ou détruire les œufs ou nids d'oiseaux dans les parcs ou autres lieux de la Municipalité.
- 4.20 Il est défendu à toute personne de nourrir les canards ou les goélands sur les berges des rivières et lacs situés sur le territoire de la Municipalité.
- 4.21 Sauf dans les endroits spécialement pourvus à cette fin, il est défendu de conduire un cheval dans les parcs de la Municipalité.
- 4.22 Il est défendu à toute personne d'amener un animal sur une place publique lors d'une fête, un événement ou un rassemblement populaire. Le présent article ne s'applique pas à un chien guide ou à toute occasion où l'événement est autorisé par la Municipalité.
- 4.23 Il est défendu à toute personne de baigner un animal dans les piscines publiques et étangs publics de la Municipalité.
- 4.24 La baignade d'un animal est permise dans les lacs et rivières de la Municipalité, sauf aux endroits où la signalisation l'interdit.

Pouvoirs de l'autorité compétente

- 4.25 Dans le cas où une plainte est portée en vertu de la présente section, l'autorité compétente peut procéder à une enquête et, si la plainte s'avère véridique et justifiée, l'autorité compétente donne avis au gardien de voir à apporter les correctifs dans les cinq (5) jours à défaut de quoi le gardien est dans l'obligation de se départir du ou des animaux en cause.

Si une seconde plainte est portée contre ce même gardien et qu'elle s'avère véridique et justifiée, il est ordonné au gardien de se départir de son ou ses animaux dans les sept (7) jours suivants, le tout sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour infraction au présent règlement.

- 4.26 L'autorité compétente peut, en tout temps pour des motifs raisonnables, ordonner la détention ou l'isolement pour une période déterminée d'un animal, l'imposition de normes de garde, dont la stérilisation ou l'euthanasie de l'animal.

Commet une infraction, le gardien d'un animal qui ne se conforme pas à cette ordonnance.

- 4.27 Tout animal présentant un danger immédiat et réel peut être abattu sur le champ et à tout endroit de la ville par un agent de la paix ou toute autorité compétente. L'animal pourra être remis à l'Agence canadienne des inspections des aliments pour analyse.
- 4.28 L'autorité compétente est autorisée à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière ou immobilière pour s'assurer du respect des dispositions du présent règlement et tout propriétaire, locataire ou occupant de cette propriété doit la recevoir, la laisser pénétrer à l'intérieur

et à l'extérieur de la propriété et prendre toute photographie jugée utile et répondre aux questions qui lui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

SECTION 5 – LICENCES POUR CHIENS

5.1 Nul gardien ne peut posséder ou garder un chien à l'intérieur des limites de la Municipalité sans s'être procuré une licence auprès du Service de protection des animaux conformément à la présente section.

5.2 La licence doit être demandée dans les quinze (15) jours de la possession d'un chien ou dans les quinze (15) jours de l'emménagement dans la Municipalité.

Elle doit être demandée immédiatement lors de l'adoption d'un animal au Service de protection des animaux.

5.3 La licence émise en vertu de la présente section est annuelle pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

5.4 Lorsque la demande de licence, pour un chien, est faite par une personne mineure, qui doit être âgée d'au moins quatorze (14) ans, le père, la mère, le tuteur ou, le cas échéant, le répondant de cette personne doit consentir à la demande, au moyen d'un écrit produit avec cette demande.

5.5 Nul gardien d'un chien ne doit amener à l'intérieur des limites de la Municipalité un chien vivant habituellement hors le territoire de la Municipalité, à moins d'être détenteur soit d'une licence émise en vertu de la présente section, soit d'une licence valide émise par la municipalité où le chien vit habituellement.

Cependant, lorsque la municipalité où vit habituellement le chien n'impose pas l'obligation d'obtenir une licence, le chien doit porter un médaillon sur lequel est inscrit l'identité de son gardien, l'adresse de celui-ci et un numéro de téléphone où il est possible de le rejoindre.

Commet une infraction toute personne qui garde pour une période de quinze (15) jours ou plus sur le territoire de la Municipalité un chien qui ne vit pas habituellement dans la Municipalité sans obtenir une licence pour cet animal en vertu de la présente section.

Le présent article ne s'applique pas à l'animal qui participe à une exposition ou un concours pendant la durée de l'évènement.

5.6 Un gardien qui s'établit dans la Municipalité doit se conformer à toutes les dispositions de la présente section, et ce malgré le fait que le chien est muni d'une licence émise pour une autre corporation municipale.

5.7 Le gardien d'un chien, dans les limites de la Municipalité, doit, dans le mois de janvier de chaque année, obtenir une nouvelle licence pour ce chien.

5.8 Pour obtenir une licence, le gardien doit fournir les renseignements suivants :

- 1) Le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone;
- 2) Le type, la couleur et nom de l'animal;
- 3) Le sexe de l'animal;
- 4) Si l'animal est stérilisé, le cas échéant;
- 5) L'âge de l'animal;
- 6) La date du dernier vaccin contre la rage reçu par l'animal;
- 7) Le nombre d'animaux dont il est le gardien.

- 5.9 Le prix de la licence, qui s'applique pour chaque chien, est établi selon les tarifs en vigueur prévus dans tout règlement adopté à cet effet par la Ville. La licence est indivisible et non remboursable.
- 5.10 Le Service de protection des animaux remet à la personne qui demande la licence un médaillon et le formulaire complété en vertu de l'article 5.8 de la présente section.
- 5.11 Un médaillon émis pour un chien ne peut être porté par un autre chien. Cela constitue une infraction au présent règlement.
- 5.12 Le gardien doit s'assurer que le chien porte en tout temps, au cou, le médaillon émis correspondant audit chien, faute de quoi il commet une infraction.
- 5.13 Il est défendu à toute personne de modifier, d'altérer ou de retirer le médaillon d'un animal de façon à empêcher son identification.
- 5.14 Le gardien d'un chien doit présenter le formulaire reçu par la municipalité ou par le Service de protection des animaux à tout représentant dudit service ou du Service de police qui lui en fait la demande.
- 5.15 Un duplicata des médaillons et des certificats perdus ou détruits peut être obtenu selon les tarifs en vigueur.
- 5.16 La présente section ne s'applique pas aux exploitants d'animaleries.
- 5.17 Le gardien d'un animal doit aviser le Service de protection des animaux, au plus tard sur réception de l'avis de renouvellement de la licence, de la mort, de la disparition, de la vente ou de la disposition de l'animal dont il était le gardien.
- 5.18 Le service de protection des animaux tient un registre pour les licences émises à l'égard des chiens.

SECTION 6 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ANIMAUX AGRICOLES

- 6.1 Quiconque désire garder un ou plusieurs animaux agricoles dans les limites de la Municipalité doit être située dans la zone agricole ou dans un secteur autorisé, notamment où les usages sont reconnus par la Municipalité.
- 6.2 Tout gardien ou personne en charge d'animaux agricoles qui doit faire traverser la voie publique par ces dits animaux doit s'assurer que ce geste est sécuritaire.

SECTION 7 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHIENS

Normes supplémentaires de garde et de contrôle

- 7.1 Il est défendu de laisser un chien en liberté hors les limites du bâtiment, du logement ou du terrain de son gardien.
- Hors de ces limites, le gardien du chien doit le maintenir en laisse ou autrement en assumer le contrôle et le surveiller en tout temps. Un chien non tenu en laisse est présumé ne pas être sous le contrôle de son gardien.
- 7.2 Nonobstant l'article 4.7, la laisse servant à contrôler le chien sur la place publique doit être une chaîne ou une laisse en cuir ou en nylon plat tressé et ne doit pas dépasser 1,85 mètre ou 6 pieds, incluant la poignée.

Le collier doit être en cuir ou en nylon plat tressé et muni d'un anneau soudé ou un étrangleur auquel s'attache la laisse.

L'usage de la laisse extensible est interdit sur la place publique et autorisée dans les parcs ou lieux publics n'interdisant pas les chiens sous réserve des autres dispositions du présent règlement.

7.3 Aucun chien ne peut se trouver sur une place publique, à moins qu'il ne soit tenu en laisse par son gardien. Le chien ne peut en aucun moment être laissé seul, qu'il soit attaché ou non. Le gardien du chien commet une infraction.

7.4 Aucun gardien ne peut laisser son chien se coucher sur la place publique de façon à gêner le passage des gens.

7.5 Tout gardien transportant un ou des chiens dans un véhicule routier doit s'assurer qu'ils ne peuvent quitter ce véhicule ou attaquer une personne passant près de ce véhicule.

Tout gardien transportant un ou des chiens dans la boîte d'un véhicule routier non fermée doit les placer dans une cage, ou les attacher efficacement de façon à restreindre les parties anatomiques du ou des chiens à l'intérieur même des limites de la boîte arrière.

7.6 Tout gardien ne peut confier un chien à une personne d'âge mineur qui n'a pas la capacité de retenir le chien en laisse sans que celui-ci ne lui échappe ou qui n'est pas en mesure de contrôler ses déplacements.

7.7 Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout chien doit être gardé, selon le cas :

- 1) Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
- 2) Sur un terrain clôturé de tous ses côtés. La clôture doit être d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve;
- 3) Sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou la corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisantes pour empêcher le chien de s'en libérer.

La longueur de la chaîne ou de la corde, qui ne doit pas dépasser 3 mètres, ne doit pas permettre au chien de s'approcher à moins d'un mètre d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.

- 4) Dans un parc à chien constitué d'un enclos entouré d'une clôture en treillis galvanisé, ou son équivalent, fabriquée de mailles serrées afin d'empêcher les enfants ou toute personne de se passer la main au travers, d'une hauteur de 1,2 mètre et finie, dans le haut, vers l'intérieur, en forme de Y d'au moins 60 cm.

De plus, cet enclos doit être entouré d'une clôture d'au moins 30 cm dans le sol et le fond de l'enclos doit être de broche ou de matière pour empêcher le chien de creuser. La superficie doit être équivalente à au moins 4 m².

- 5) Sur un terrain sous le contrôle direct du gardien, celui-ci doit avoir une maîtrise constante de l'animal.

Aux fins de l'application de la présente disposition, lorsqu'un chien est gardé, conformément aux prescriptions du paragraphe 2) ou 4), la clôture doit être dégagée de toute accumulation de neige ou autre élément de manière à ce que les hauteurs prescrites soient respectées.

7.8 Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout chien de garde doit être gardé, selon le cas :

- 1) dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
- 2) dans un enclos fermé à clé ou cadenassé d'une superficie et d'une hauteur sécuritaire compte tenu de la taille du chien;

La clôture entourant cet enclos doit être composée de treillis galvanisé ou son équivalent et fabriquée de mailles suffisamment serrées pour empêcher toute personne de passer la main au travers. Le fond de l'enclos doit être fait de broche ou de tout autre matériau propre à empêcher le chien de creuser;

- 3) au moyen d'une muselière et d'une laisse d'au plus 2 mètres de long lorsque le chien est hors de son enclos. Cette laisse et son attache doivent être fabriquées à partir d'un matériau suffisamment résistant, compte tenu de la taille du chien, pour permettre au gardien d'exercer une maîtrise constante sur son chien.

7.9 Lorsqu'un gardien circule avec un chien de garde, il ne peut circuler avec plus d'un chien à la fois.

7.10 Aucun gardien ne peut ordonner à son chien d'attaquer une personne ou un animal à moins que son intégrité physique ne soit compromise ou que sa sécurité, sa famille ou sa propriété menacée.

7.11 Tout gardien d'un chien de garde doit indiquer, à toute personne désirant pénétrer sur sa propriété, qu'elle peut être en présence d'un tel chien en affichant un avis écrit qui peut être facilement vu de la place publique portant la mention suivante : « Attention – chien de garde » ou en affichant un pictogramme reconnu indiquant la présence d'un tel chien.

Nuisances causées par les chiens

7.12 Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des nuisances ou infractions et le gardien est passible des peines édictées dans le présent règlement :

- 1) Le fait, pour un chien, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix, tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes;
- 2) Le fait, pour un chien, de déplacer ou de fouiller dans les ordures ménagères;
- 3) Le fait, pour un chien, de se trouver sur un terrain privé sans le consentement express du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain. Cette disposition ne s'applique pas au chien guide;
- 4) Le fait, pour un chien, de causer des dommages à une pelouse, terrasse, jardin, fleurs ou jardin de fleurs, arbuste ou autres plantes;
- 5) Le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre un animal qui se comporte pacifiquement;
- 6) Le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre une personne qui se comporte pacifiquement;

- 7) Le fait, pour un chien, de se trouver sur une place publique où une enseigne indique que la présence du chien est interdite. Cette disposition ne s'applique pas au chien guide;
- 8) Le fait, pour un gardien, de négliger de nettoyer de façon régulière les excréments sur sa propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquate;
- 9) Le fait, pour un gardien, de se trouver dans les places publiques avec un chien sans être capable de le maîtriser en tout temps;
- 10) Le fait, pour un gardien, de laisser son chien seul sans la présence d'un gardien;
- 11) Le fait, pour un gardien, de laisser son chien sans soins appropriés pour une période de plus de 24 heures;
- 12) Le refus d'un gardien de laisser l'autorité compétente inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent règlement;
- 13) Le fait, pour un gardien d'un chien potentiellement dangereux ou d'un chien de garde, de ne pas munir le chien d'une muselière lorsqu'il se trouve à l'extérieur du terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien;
- 14) Le fait, pour un gardien, de se trouver dans une aire de jeu avec son chien. Cette disposition ne s'applique pas à un chien guide.

Chien potentiellement dangereux

7.13 Le gardien d'un chien qui a mordu une personne ou un animal doit :

- 1) aviser l'autorité compétente de cet événement dans les 72 heures;
- 2) immédiatement museler le chien en tout temps lorsque celui-ci se trouve à l'extérieur de la maison d'habitation de son gardien, jusqu'à ce que l'expert désigné par le service animalier ait procédé à son évaluation comportementale;
- 3) apporter le chien au lieu et au jour indiqués dans l'avis écrit transmis par l'autorité compétente afin que l'expert désigné par celle-ci procède à son évaluation comportementale, le tout aux frais du gardien.

7.14 Tout propriétaire ou gardien d'un chien potentiellement dangereux doit, à ses frais, dans un délai d'un (1) mois de la réception d'un avis de l'autorité compétente à cet effet :

- 1) faire stériliser son animal;
- 2) faire vacciner son animal contre la rage;
- 3) faire identifier son animal à l'aide d'une micropuce et/ou d'un tatouage d'identification;
- 4) s'inscrire avec son animal à un cours de base en dressage et obéissance administré par une autorité reconnue par l'autorité compétente, le cours devant être terminé et réussi dans un délai de trois (3) mois de la réception de l'avis;
- 5) sur demande, fournir la preuve à l'autorité compétente que les conditions ci-dessus mentionnées ont été respectées.

7.15 Tout chien potentiellement dangereux doit être maintenu, selon le cas :

- 1) dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
- 2) dans un enclos fermé à clé ou cadenassé d'une superficie et d'une hauteur sécuritaire compte tenu de la taille du chien;

La clôture entourant cet enclos doit être composée de treillis galvanisé ou son équivalent et fabriquée de mailles suffisamment serrées pour empêcher toute personne de passer la main au travers. Le fond de l'enclos doit être fait de broche ou de tout autre matériau propre à empêcher le chien de creuser;

- 3) au moyen d'une muselière et d'une laisse d'au plus 2 mètres de long lorsque le chien est hors de son enclos. Cette laisse et son attache doivent être fabriquées à partir d'un matériel suffisamment résistant, compte tenu de la taille de l'animal, pour permettre au gardien d'exercer une maîtrise constante sur son chien.

- 7.16 Un gardien ne peut circuler avec plus d'un chien potentiellement dangereux à la fois.
- 7.17 Tout gardien de chien potentiellement dangereux doit indiquer, à toute personne désirant pénétrer sur sa propriété, qu'elle peut-être en présence d'un chien potentiellement dangereux en affichant un avis écrit qui peut être facilement vue du terrain public. Cet avis doit porter la mention suivante : « Attention – chien potentiellement dangereux ».

Chiens dangereux

- 7.18 Tout chien dangereux constitue une nuisance et est interdit sur le territoire de la Municipalité.
- 7.19 Commet une infraction le gardien ou toute personne qui garde, est propriétaire ou est en possession d'un chien constituant une nuisance.

Pouvoirs de l'autorité compétente

- 7.20 L'autorité compétente peut, en tout temps pour des motifs raisonnables, ordonner la détention ou l'isolement d'un chien pour une période déterminée, l'imposition de normes de garde, dont la stérilisation, le port obligatoire de la muselière dans les endroits publics, l'obligation de suivre des cours d'obéissance, l'évaluation de son état de santé par un vétérinaire ou l'euthanasie, le tout aux frais du gardien.
- 7.21 L'autorité compétente peut, en tout temps, pour des motifs raisonnables, ordonner au gardien d'un chien qu'il lui fasse subir un test de bon comportement canin par un comportementaliste désigné par la SPCA de l'OUTAOUAIS, le tout aux frais du gardien.
- 7.22 L'autorité compétente peut capturer, euthanasier ou faire euthanasier sur-le-champ, aux frais du gardien, un chien constituant une nuisance.

SECTION 8 – FOURRIÈRE

- 8.1 Toute personne peut faire mettre en fourrière tout animal qui contrevient ou dont le gardien contrevient à l'une des dispositions du présent règlement. Le représentant du Service de protection des animaux doit, dans le cas d'un animal dûment licencié et mis en fourrière, informer sans délai le propriétaire dudit animal que ce dernier a été mis en fourrière.
- 8.2 Pour la capture d'un chien, un agent de la paix du Service de police ou un représentant du Service de protection des animaux est autorisé à utiliser un tranquillisant ou un fusil à filet.
- 8.3 Le représentant du Service de protection des animaux peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal blessé, malade ou maltraité.

Il peut le capturer et le mettre en fourrière ou chez un vétérinaire jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à ce que l'endroit approprié à la garde de l'animal soit disponible. Les frais sont à la charge du gardien.

- 8.4 Le représentant du Service de protection des animaux peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal soupçonné de maladie contagieuse. Il peut le capturer et le mettre en fourrière. Si l'animal est atteint d'une maladie contagieuse, il doit être isolé jusqu'à guérison complète et, à défaut de telle guérison, il doit être soumis à l'euthanasie. Si la maladie n'est pas attestée, le chien est remis au gardien. Les frais sont à la charge du gardien.
- 8.5 Dans le cas où les autorités municipales auront été avisées de cas de rage, ils pourront ordonner, par avis public, à tous les gardiens et propriétaires de chiens de la Municipalité ou du secteur concerné, d'enfermer leurs animaux afin de les empêcher d'être en contact avec tout autre animal. Cet ordre sera valable pour une période n'excédant pas 60 jours à compter de l'avis public donné à cet effet et renouvelable pour la même période tant et aussi longtemps que la rage ou le danger de rage persistera. Toute négligence de se conformer à cet ordre rendra le gardien ou le propriétaire de l'animal passible des sanctions prévues au présent règlement.
- 8.6 Tout animal se trouvant dans quelque endroit public ou propriété publique après la publication de l'avis public mentionné à l'article 8.5 pourra être saisi par le préposé aux animaux et éliminé aux frais du gardien de l'animal.
- 8.7 Tout animal soupçonné d'être atteint de rage pourra être saisi par le préposé aux animaux et placé sous l'observation des autorités compétentes pour une période de 15 jours aux frais du gardien de l'animal. Si l'animal ne peut être guéri, il pourra être éliminé aux frais du gardien de l'animal.
- 8.8 Tout chien mis en fourrière non réclamé et non identifié est conservé pendant une période minimale de 48 heures à moins que sa condition physique ne justifie l'euthanasie.
- 8.9 Si le chien porte à son collier la licence requise en vertu du présent règlement ou porte le médaillon d'identification ou toute autre méthode permettant de contacter par des efforts raisonnables le gardien ou le propriétaire, le délai sera de 5 jours. Si dans ce délai le gardien n'en recouvre pas la possession, l'autorité compétente pourra en disposer.
- 8.10 Après le délai prescrit aux articles 8.8 et 8.9, le chien peut être soumis à l'euthanasie ou vendu par adoption, le tout sous réserve des autres dispositions du présent règlement.
- 8.11 Le gardien peut reprendre possession de son chien, à moins qu'il n'en soit disposé, en payant à l'autorité compétente les frais de pension qui sont prévus en application du contrat intervenu entre l'autorité compétente et la Municipalité, le tout sans préjudice au droit de la Municipalité de poursuivre pour toute infraction au présent règlement, s'il y a lieu.
- 8.12 Si aucune licence n'a été émise pour ce chien pour l'année en cours, conformément au présent règlement, le gardien doit également, pour reprendre possession de son chien, obtenir la licence requise pour l'année en cours, le tout, sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour toute infraction au présent règlement, s'il y a lieu.
- 8.13 Toute personne désirant soumettre à l'euthanasie un chien peut s'adresser directement à un médecin vétérinaire de son choix ou s'adresser à l'autorité compétente, auquel cas elle doit verser à l'autorité compétente le montant fixé au présent règlement.
- 8.14 L'autorité compétente peut disposer sans délai d'un animal qui meurt en fourrière ou qui est euthanasié en vertu du présent règlement.

- 8.15 L'autorité compétente qui, en vertu du présent règlement, détruit un chien ne peut être tenue responsable du fait d'un tel acte.
- 8.16 Tout animal qui est la cause d'une infraction à l'encontre du présent règlement peut être enfermé à la fourrière ou à tout autre endroit désigné par l'autorité compétente, et son gardien doit en être avisé aussitôt que possible.
- Le gardien doit, dans les 5 jours, réclamer l'animal; tous les frais de transport et de pension sont à la charge du gardien, faute de quoi, l'autorité compétente peut disposer de l'animal par adoption ou en le soumettant à l'euthanasie.
- Le gardien d'un animal mis en fourrière doit payer les frais de transport, de pension, d'euthanasie ou autres même s'il ne réclame pas son animal.
- 8.17 Ni la Municipalité ni le Service de protection des animaux ne peuvent être tenus responsables des dommages ou blessures causés à un chien à la suite de sa capture et de sa mise en fourrière.

SECTION 9 – TARIFICATION

Tout propriétaire d'un animal est sujet au paiement des tarifs pour les services prévus au présent règlement selon tout règlement adopté à cet effet par la Ville.

SECTION 10 – CHENIL ET AUTRES

- 10.1 Quiconque désire exploiter un chenil, une animalerie ou une clinique vétérinaire doit détenir un permis pour exercer cette activité à l'intérieur des zones permises. Le coût dudit permis est déterminé selon le règlement en vigueur dans la municipalité.
- 10.2 Tout propriétaire de chenil devra tenir son établissement de façon à éviter les bruits et les odeurs nauséabondes et dans des conditions sanitaires qui ne contrent pas les exigences des autorités municipales.

SECTION 11 – DISPOSITIONS PÉNALES

Toute personne qui contrevient à une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible :

- a) d'une amende minimale de 200 \$ et d'une amende maximale de 1 000 \$.
- b) Si une infraction se continue, elle constitue jour par jour, une infraction distincte et le contrevenant est passible de l'amende chaque jour durant lequel l'infraction se continue.

SECTION 12 - INTERPRÉTATION

- 12.1 Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme restreignant en aucune façon les droits et pouvoirs du conseil de la Municipalité de percevoir, par tous les moyens que la Loi met à sa disposition, le coût d'une licence exigible en vertu du présent règlement ou le coût des frais de garde fixé par le présent règlement.
- 12.2 Le masculin est utilisé dans le présent règlement sans discrimination et inclut le féminin afin d'éviter un texte trop lourd.
- 12.3 Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

SECTION 13 – POURSUITE PÉNALE

Le conseil autorise de façon générale le préposé aux animaux ainsi que les agents de la paix et autres personnes désignées à la section 2 à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence le préposé aux animaux à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

SECTION 14 – ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

14.1 Le présent règlement remplace et abroge tout règlement antérieur ayant le même objet, dont les règlements n^{os} 04-2008, 13-2008 et 11-2009.

14.2 Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

FAIT ET PASSÉ À THURSO, Québec, ce 11^e jour d'avril 2016.

(signé)

Benoit Lauzon, Maire

(signé)

Mario Boyer, Sec.-trés. & Dir. gén.